

Guadeloupe

Nouveau CHU : la CGTG est inquiète

La Confédération générale du travail de la Guadeloupe (CGTG) affirme que le centre hospitalier universitaire (CHU) Pointe-à-Pitre/Les Abymes n'a plus d'argent. Ce qui compromettrait la construction du nouvel hôpital, à Perrin, aux Abymes.

« Le tremblement de terre en Haïti et les informations relayées par certains médias nous préoccupent. C'est pourquoi nous avons décidé de mobiliser l'opinion publique », ont indiqué Nadège Kamoise, secrétaire adjoint de la Confédération générale du travail de la Guadeloupe (CGTG), et Nadège Montout, déléguée du personnel. Et d'expliquer, lors d'une conférence de presse à l'hôpital Ricou : « La direction nous a annoncé qu'e l'hôpital accuse un déficit d'environ 26 millions d'euros pour 2010 », non sans rappeler au passage que l'actuel centre hospitalier universitaire (CHU) « n'est pas aux normes parasismiques ». Il n'en fallait pas tant pour que ces représentants syndicaux lancent une campagne de sensibilisation vis-à-vis de la population et pour tous ceux qui fréquentent le CHU afin de garantir la sécurité des agents et des patients. Ainsi, la CGTG exige « la construction du nouveau CHU, la prise en charge du déficit du CHU par l'État, l'augmentation du nombre de soignants et des moyens pour soigner les patients » .

Le premier coup de pioche du nouvel hôpital, qui doit voir le jour sur le site de Perrin, aux Abymes, devrait avoir lieu en 2013. La fin des travaux est prévue pour 2018. Le coût global de la construction s'élèverait à 500 millions d'euros. Pas de garantie de financement.

De son côté, Patrice Lecomte, directeur général adjoint du CHU, chargé du projet de la reconstruction du nouvel hôpital 2013-2018, confirme l'inquiétude de la CGTG. « Par rapport à une construction neuve dont la participation de l'actuel CHU aux travaux est évaluée à 140 millions d'euros hors taxe, nous avons aujourd'hui une infrastructure vieillissante avec des travaux de restructuration, d'entretiens, que nous avons du mal à financer, pour lesquels nous sommes quelque peu justes en terme de budget. Nous ne pouvons pas, en même temps, avec nos ressources actuelles, sans apports extérieurs, financer un si gros projet. Nous avons besoin de l'aide extérieure, quelle que soit la formule : Hôpital 2012 ou autre. »

Patrice Lecomte souhaiterait avoir une réponse du ministère de la Santé ou du gouvernement avant le mois de septembre. Lors de son passage en Guadeloupe, le ministre de la Santé et des Sports, Roselyne Bachelot, avait affirmé que son ministère participerait à la construction du nouveau CHU, mais elle n'avait pas et n'a toujours pas indiqué à quelle hauteur.

Le chef de projet et son conseil de surveillance, présidé par Jacques Bangou, ont déjà élaboré un cahier des charges, mais la garantie de financement manque. Trois équipes de maîtrise d'oeuvre ont été sélectionnées, mais elles ne peuvent pas être opérationnelles pour le moment. De plus, les collectivités majeures n'ont pas l'intention de participer à la construction du nouvel hôpital, arguant que la santé est une compétence qui relève strictement de l'État.

- De grosses difficultés de trésorerie

« Si le conseil de surveillance engageait des dépenses, en plus de celles qu'il effectue aujourd'hui - sans sécurité -, tout en ayant déjà du mal à payer ses fournisseurs, a dit Patrice Lecomte, il irait vers de grosses difficultés de trésorerie. »

Le conseil de surveillance a déjà eu à faire appel à un emprunt de trésorerie pour payer les salaires.

Si les syndicats en général, et la CGTG en particulier, font part de leur inquiétude concernant la construction du nouveau CHU, ces derniers travaillent en bonne intelligence avec le conseil de surveillance de l'actuel établissement hospitalier.